

Les éditeurs indépendants du Canada :
parties prenantes d'un Canada productif et compétitif
Mémoire au Comité permanent des finances
Préparé par l'Association of Canadian Publishers
Août 2017

Résumé

L'Association of Canadian Publishers (ACP) représente 115 maisons d'édition de livres en anglais de toutes les provinces et du Nunavut. Nos membres sont des entreprises indépendantes, qui appartiennent à des Canadiens et sont exploitées par des Canadiens. Avec nos homologues francophones, nous publions chaque année 80 % des nouveaux livres d'auteurs canadiens, contribuons aux économies locales et formons une partie essentielle des industries culturelles du Canada. Nous sommes connus internationalement pour notre créativité, notre esprit entrepreneurial et notre approche novatrice des affaires, de même que la grande qualité de nos publications. Nous sommes pleinement engagés dans le marché numérique, et par l'intermédiaire de notre organisation sœur, eBOUND Canada, les livres numériques des membres de l'ACP génèrent des ventes sur plus de 100 territoires à l'échelle mondiale.

Nos réalisations sont en partie attribuables aux investissements judicieux du gouvernement et à des politiques publiques visionnaires. Le soutien du Fonds du livre du Canada (FLC) et du Conseil des arts du Canada (CAC) demeure essentiel aux maisons d'édition de propriété canadienne, qui s'emploient stratégiquement à optimiser l'investissement des contribuables et ont établi une industrie canadienne de l'édition connue à l'échelle mondiale. Nos efforts collectifs se traduisent par des gains économiques et culturels. Les 30,7 millions de dollars investis annuellement par l'intermédiaire du programme Soutien aux éditeurs du FLC encouragent la publication de milliers de livres originaux d'auteurs canadiens et aident à générer des revenus pour susciter d'autres investissements et l'innovation. En 2016-2017, les éditeurs admissibles ont fait état de ventes dépassant 400 millions de dollars, dont 25 % sur les marchés étrangers¹.

Plus de 85 % des bénéficiaires du FLC sont des exportateurs et contribuent à faire des livres la deuxième exportation culturelle du Canada en importance. Les éditeurs se démarquent par rapport aux autres industries culturelles, les livres représentant environ 20 % de toutes les exportations culturelles du Canada². Notre succès international sera reconnu à l'occasion de la Frankfurt Book Fair de 2020, où le Canada sera invité d'honneur. Nous remercions le gouvernement de son engagement à l'égard de cette initiative phare, qui améliorera encore nos exportations.

Le moment est bien choisi pour investir à nouveau dans le FLC. Le Comité permanent des finances a reconnu ce besoin en décembre 2016, lorsqu'il a recommandé l'accroissement du Fonds³. La valeur de ce dernier est demeurée stable durant plus de 15 ans, ce qui a contribué à la transition réussie des éditeurs du Canada vers le numérique. L'évolution rapide des conditions de marché et des décisions gouvernementales stratégiques viennent cependant compromettre la compétitivité des éditeurs, et les pressions sur le budget du FLC font en sorte que ses

¹ « Profil d'exportation de l'industrie du livre canadien », Fonds du livre du Canada, ministère du Patrimoine canadien, mai 2017.

² *Ibid.*

bénéficiaires peinent à faire plus avec moins. Pour profiter pleinement du rendement que laissent entrevoir le marché numérique et celui de l'exportation, de nouveaux investissements dans le FLC sont essentiels, afin que le secteur puisse prospérer en misant sur le succès remporté au cours des cinquante dernières années.

Résumé des recommandations

1. Accroître le budget annuel du Fonds du livre du Canada, de 39,1 millions de dollars à 54 millions.
2. Maintenir l'engagement du budget de 2016 consistant à augmenter le budget annuel du Conseil des arts du Canada à 360 millions de dollars d'ici 2020-2021.
3. Veiller à ce que les programmes de lecture et d'alphabétisation s'adressant aux nouveaux Canadiens, aux communautés autochtones, aux jeunes à risque et à d'autres groupes soient soutenus et maintenus là où il en existe déjà et à ce qu'on en établisse là où il n'y en a pas.

Contexte

Le marché du livre canadien compte parmi les plus compétitifs au monde. La production, le marketing et la découverte de livres canadiens représentent un constant défi étant donné notre population relativement peu importante et la proximité des États-Unis. Des maisons d'édition multinationales bien établies sur notre marché rivalisent avec les firmes canadiennes pour l'espace de vente au détail, les occasions de publicité et les manuscrits d'auteurs canadiens. Elles le font à partir de l'infrastructure et des ressources de leur société mère, profitant des revenus tirés de la vente des livres d'auteurs étrangers bien en vue qui dominent les palmarès des ventes au Canada.

Les membres de l'ACP exercent leurs activités dans des collectivités de tout le pays et emploient des Canadiens, versant des redevances aux auteurs d'un océan à l'autre. Nous contribuons en plus aux économies locales en investissant dans les biens et services requis pour mettre les livres en marché : la rédaction, la révision, l'illustration, la conception, l'impression, le soutien de la TI, la gestion des contenus numériques, l'entreposage, l'expédition, la vente et le marketing. Les maisons d'édition canadiennes font preuve d'un solide engagement concernant la publication régionale — la découverte des livres qui s'adressent aux collectivités locales et qui en sont le reflet, y compris des livres d'auteurs autochtones, ou en langue autochtone. Nos membres contribuent aussi à l'éducation et aux bourses d'études du Canada, travaillant en partenariat avec des éducateurs et des chercheurs pour s'assurer que les ressources pédagogiques reflètent les programmes d'études provinciaux et que la recherche canadienne est diffusée auprès du plus vaste auditoire possible. Nous participons activement au marché de la vente au détail, et nos livres servent de vitrine pour les secteurs du tourisme, des loisirs et de l'alimentation des collectivités de l'ensemble du pays, ce qui aide à raffermir les économies locales.

La technologie numérique est fondamentale pour notre industrie. Les entreprises canadiennes utilisent des outils numériques pour créer, mettre en marché et vendre des livres dans tous les formats – papier, numérique ou audio. Nous vendons ces livres à l'échelle du Canada de même qu'au-delà de nos frontières, et faisons ainsi connaître au monde les ouvrages et la culture du Canada. Au cours de la dernière décennie, des entreprises ont adopté les flux de travail

numérique, investi dans la formation professionnelle et mis en œuvre de nouvelles stratégies de marketing numérique pour acheminer les livres aux lecteurs, y compris ceux aux prises avec une déficience de lecture des imprimés, qui ont besoin de formats accessibles. En réaction à l'adoption croissante, par les consommateurs, d'appareils numériques, les livres numériques canadiens sont maintenant vendus par la plupart des grands fournisseurs de livres numériques dont Kindle, Kobo et l'iBookstore d'Apple, et par l'intermédiaire des plateformes numériques qui servent les bibliothèques publiques.

Dans ce contexte, les difficultés perdurent. En raison de la réduction de l'espace de vente au détail des livres, il a fallu penser à de nouvelles stratégies commerciales. Le coût de la main-d'œuvre a augmenté, car les éditeurs sont maintenant en compétition avec les sociétés de technologie pour fidéliser le personnel qualifié qu'exige le marché numérique. Le rendement des investissements importants dans l'infrastructure numérique et l'édition est progressif. Des maisons d'édition de propriété étrangère ont pris la décision de déménager leurs activités d'impression et d'entreposage aux États-Unis, ce qui a diminué la capacité canadienne relative à ces services essentiels. Les modifications apportées à la *Loi sur le droit d'auteur* et à son interprétation ont causé une baisse des recettes des maisons d'édition et menacent la poursuite des activités de création de ressources d'apprentissage canadiennes. Les budgets des programmes de financement fédéraux qui ont contribué au développement d'une industrie de l'édition nationale dynamique n'ont pas crû au rythme de l'inflation et des exigences inhérentes au marché d'aujourd'hui.

Pour surmonter ces difficultés, l'ACP offre les recommandations suivantes :

- 1. Accroître le budget annuel du Fonds du livre du Canada, qui se chiffre actuellement à 39,1 millions de dollars, pour le porter à 54 millions. Nous partageons l'avis de nos collègues francophones de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), selon lesquels il est grand temps que le Fonds bénéficie d'une augmentation substantielle. Nous recommandons par ailleurs qu'il continue de servir à soutenir les activités des maisons d'édition détenues et contrôlées par des Canadiens.**

Justification : Le budget du FLC est stable, mais statique depuis 2001. Ses programmes bien administrés procurent un solide rendement économique et une valeur culturelle élevée, mais après plus de 15 ans, l'inflation, un marché qui change rapidement et une demande accrue ne sont pas sans répercussions. Le volet Soutien aux éditeurs, qui récompense les firmes admissibles pour leur succès commercial et leur sens des affaires, doit maintenant appuyer un plus vaste éventail d'activités, résultat naturel de la transition réussie des éditeurs vers le numérique. Le volet Soutien aux organismes, dans le cadre duquel des contributions de contrepartie sont versées aux initiatives collectives de l'industrie, reçoit plus de demandes qu'il ne peut en accepter; en 2016-2017, la valeur des demandes reçues a excédé de 50 % le budget disponible.

Le FLC a contribué directement à la réussite d'éditeurs canadiens par l'adaptation au marché numérique et l'expansion sur les marchés étrangers. Ces objectifs sont partagés par le Patrimoine canadien, dont le plan ministériel 2017-2018 comprend, parmi ses priorités, la mise en œuvre d'un « un plan visant à aider le secteur créatif à s'adapter au virage numérique et à promouvoir la culture canadienne qui reflète la diversité du Canada au pays et à l'étranger⁴ ». Le FLC s'est avéré constituer un mode de prestation efficace pour le soutien public de l'industrie de

l'édition, et constitue manifestement le mécanisme par lequel on pourra faire progresser les activités numériques/d'exportation dans le secteur.

Incidence : L'accroissement du FLC permettra le maintien de la capacité concurrentielle dans le secteur de l'édition de propriété canadienne, l'amélioration de l'activité d'exportation et favorisera l'innovation continue.

Une augmentation contribuerait à la croissance économique en permettant aux éditeurs :

- d'accroître l'investissement dans les nouveaux auteurs canadiens, et de contribuer au développement professionnel des auteurs canadiens;
- de renforcer l'investissement dans la production et le marketing des livres en formats imprimé, numérique et audio;
- d'offrir perfectionnement professionnel et formation continue aux employés, pour que les livres canadiens demeurent produits selon les plus hautes normes;
- d'améliorer la chaîne d'approvisionnement du livre au Canada, de sorte qu'elle continue de figurer parmi les plus avancées au monde sur le plan technologique;
- de réagir stratégiquement au marché en évolution en ce qui concerne les ressources pédagogiques, en s'assurant que le contenu canadien demeure disponible aux élèves de la maternelle à la 12^e année et aux étudiants du postsecondaire;
- d'explorer les débouchés sur de nouveaux marchés étrangers, et d'élargir leurs efforts sur les marchés existants;
- d'améliorer le marketing et la promotion des livres d'auteurs canadiens à l'étranger;
- de promouvoir la traduction d'auteurs canadiens en langues étrangères.

2. Maintenir l'engagement du budget de 2016 consistant à augmenter le budget annuel du Conseil des arts du Canada à 360 millions de dollars d'ici 2020-2021.

Justification : Le Budget 2016 comportait l'engagement historique de doubler le budget du CAC d'ici 2020-2021. L'ACP est reconnaissante pour cet investissement, et souligne que le soutien du CAC aux maisons d'édition de propriété canadienne et aux écrivains dont nous publions les œuvres a contribué au développement d'une culture littéraire dynamique, les livres représentant un aspect fondamental de la vie des Canadiens. Le CAC est un partenaire essentiel dans l'établissement de publics pour ces livres, avec des programmes d'édition qui contribuent à la promotion des auteurs du pays. De nouvelles maisons d'édition prospèrent, et depuis 2002, 70 nouveaux éditeurs ont pris part aux programmes d'édition du CAC, lesquels s'inscrivent en complément aux programmes industriels du Patrimoine Canada, offrant un soutien à la littérature et aux œuvres artistiques.

Incidence : Un soutien accru du CAC garantira la publication et la promotion continues d'un vaste éventail d'œuvres littéraires canadiennes : fiction, ouvrages généraux, poésie, drames, biographies, mémoires et autres. Cet investissement permettra aux éditeurs :

- d'accroître l'investissement dans les livres de nouveaux écrivains/d'écrivains en émergence;

- de renforcer l'investissement dans les livres au grand mérite littéraire et artistique;
- de créer de nouveaux publics pour les écrits canadiens, à l'échelle du Canada et à l'étranger.

3. Veiller à ce que les programmes de lecture et d'alphabétisation s'adressant aux nouveaux Canadiens, aux communautés autochtones, aux jeunes à risque et à d'autres groupes soient soutenus et maintenus là où il en existe déjà et à ce qu'on en établisse là où il n'y en a pas.

Justification : Le Canada est une nation de lecteurs, et les Canadiens se tournent régulièrement vers les livres pour s'instruire, s'informer et se divertir. Les bienfaits de la lecture comprennent un meilleur rendement à l'école, une meilleure santé physique et mentale et un engagement civique accru. La littératie est le fondement sur lequel reposent toutes les autres compétences qu'exige l'économie de STIM/du savoir d'aujourd'hui, ce qui fait de la lecture la clé de la croissance économique et d'une meilleure qualité de vie pour les Canadiens.

Incidence : Un soutien accru des programmes de lecture contribuera à un Canada en meilleure santé et plus prospère par :

- l'accroissement de la productivité dans les milieux de travail du Canada;
- l'accroissement du rendement scolaire chez les élèves et étudiants canadiens;
- l'amélioration de la santé et du bien-être des Canadiens.

Conclusion

Transformée par la technologie numérique, l'industrie de l'édition du Canada est idéalement positionnée pour profiter des occasions qui s'offriront à elle au cours de la prochaine décennie. La capacité numérique a augmenté, les livres canadiens sont disponibles en un plus grand nombre de formats que jamais auparavant et les éditeurs établissent de nouveaux flux de rentrées chez nous et à l'étranger. En tant que médium durable faisant autorité, les livres demeurent un bien culturel essentiel dans le marché en rapide évolution d'aujourd'hui, et ont montré leur résilience au sein d'un paysage médiatique de plus en plus compétitif.

En l'absence de crédits d'impôt fédéraux et d'autres outils de financement, le soutien financier direct est l'infrastructure économique clé des éditeurs canadiens. Le FLC a prouvé son efficacité pour ce qui est de favoriser l'adoption des technologies numériques et l'expansion des marchés d'exportation par les éditeurs, et demeure essentiel à la santé et à la vitalité d'un secteur de l'édition de propriété canadienne. Nous continuons aussi d'en donner pour leur argent aux contribuables, non seulement sous la forme d'un rendement économique, mais aussi sous celle d'une valeur culturelle. Les livres que nous publions contribuent aux conversations et aux débats nationaux qui façonneront le futur du Canada, présentent le Canada et ses écrivains à un public mondial et éduquent, informent et divertissent les Canadiens de tous âges. Nous pressons le gouvernement d'étendre et de raffermir les programmes qui donnent de si grands résultats pour un investissement modeste et qui tiennent de fermes promesses concernant l'avancement et la compétitivité futurs du Canada.

Nous sommes heureux de participer aux consultations prébudgétaires 2018. Voilà maintenant plusieurs années que nous n'avons pas pris la parole devant le Comité des finances, et nous serions heureux de témoigner pour discuter de nos recommandations.

Pour plus de détails :

Kate Edwards, directrice générale
416-487-6116, poste 2340
kate_edwards@canbook.org